

EL SALVADOR: SIXIEME ASSASSINAT DE PRETRE

Le 4 août 1979, trois hommes en civil présumés membres de la Garde nationale abattent à la mitrailleuse le P. Napoléon Macias devant l'autel de son église de San Esteban Catarina, alors qu'il se préparait à célébrer la messe. Agé de trente-sept ans, il faisait partie du diocèse de San Vicente dont l'évêque, Mgr Aparicio, est président de la conférence épiscopale. C'est cet évêque qui, à la rencontre de Puebla, avait fait scandale par ses propos sur la "subversion" des prêtres (cf. DIAL D 507). Il ne pouvait pas cependant ne pas protester contre l'assassinat d'un de ses prêtres. Nous donnons ci-dessous le texte de sa déclaration.

Le P. Macias est le sixième prêtre salvadorien à être tué en un peu plus de deux ans (cf. DIAL D 544). Son assassinat a provoqué un tel choc que les six évêques du pays, généralement divisés sur les réalités nationales (cf. DIAL D 485), ont enfin réagi collectivement aux attaques dont l'Eglise est l'objet. Nous donnons le texte de leur déclaration commune.

Mais c'est le clergé qui devait réagir le plus vigoureusement: Pour la première fois à cette occasion, une réunion nationale des prêtres et des religieuses se tenait à San Salvador. On lira ci-dessous le texte de leur lettre aux autorités du pays. La gravité du ton et l'urgence de leur appel donnent la mesure de la détérioration du climat social.

1- DECLARATION DE L'EVEQUE DE SAN VICENTE (10 août 1979)

A mon retour aujourd'hui dans mon pays, j'ai appris avec peine et indignation les détails de l'assassinat du P. Alirio Napoleon Macias, prêtre de mon diocèse de San Vicente, perpétré de sang-froid et en toute impunité, dans le chœur de l'église paroissiale de San Esteban Catarina, par trois assassins connus de vue par un certain nombre d'habitants de la localité. Cet assassinat sacrilège illustre à l'évidence l'insécurité du moment actuel jusque dans les églises, ainsi que le climat de peur, signe d'une société en décomposition. La violation du droit de vivre pour le P. Macias et l'attitude abominable de ceux qui ont ordonné aux assassins de remplir cette mission diabolique, ainsi qu'ils l'ont fait, jusque devant le Saint-Sacrement de l'autel, en acte de profanation de l'église, tout cela nous oblige à condamner une fois encore le meurtre, celui du P. Macias et celui de tout autre citoyen, comme méthode de règlement des problèmes du pays ou comme manière d'écarter les personnes devenues des gêneurs pour la prise du pouvoir ou sa conservation.

En raison de la clarté du cas de l'assassinat du P. Alirio Napoleon Macias, et vu les circonstances de lieu et de personnes aptes à témoigner, nous avons, conformément aux lois en vigueur, pressé les autorités judiciaires et militaires de faire toute la lumière sur l'assassinat du P. Macias et de punir ses auteurs et ses conspirateurs.

Par manière de protestation contre la violence et, dans le cas présent, contre la mort perfide du P. Alirio Napoleon Macias, l'église paroissiale de San Esteban Catarina a été fermée au culte suite à sa profanation par cet assassinat, jusqu'à ce qu'il soit procédé à la cérémonie appropriée de réparation prévue au Code de droit canonique. De plus, la Conférence épiscopale d'El Salvador retire ses deux délégués du dialogue national (1) auquel ils participaient.

San Salvador, le 10 août 1979  
Pedro Arnaldo Aparicio y Quintanilla  
évêque de San Vicente et président de la Conférence épiscopale

(1) Le Forum de dialogue national est une initiative gouvernementale prise à la suite des graves événements de mai 1979 (cf. DIAL D 533).

## 2- DECLARATION COMMUNE DES EVEQUES D'EL SALVADOR (10 août 1979)

LES EVEQUES DE SANTA ANA, SAN SALVADOR, SAN MIGUEL ET SANTIAGO DE MARIA, AINSI QUE LEUR CLERGE RESPECTIF, PROTESTENT ENERGIQUEMENT DEVANT LE PEUPLE SALVADORIEN CONTRE L'ASSASSINAT ABOMINABLE ET SACRILEGE PERPETRE CONTRE LE P. ALIRIO NAPOLEON MACIAS, CURE DE SAN ESTEBAN CATARINA, DIOCESE DE SAN VICENTE. TOUT EN PRESENTANT LEURS CONDOLEANCES AU DIOCESE FRERE, ILS DEMANDENT:

1. aux autorités civiles, militaires et judiciaires, de procéder à une enquête approfondie sur cet assassinat ainsi que sur les autres commis traitreusement, et de veiller au respect des lois en vigueur dans le pays, lesquelles défendent expressément la vie des Salvadoriens;
2. à Son Excellence le Nonce Apostolique, d'intervenir immédiatement, avec l'urgence que réclame le cas, pour qu'il soit mis fin à cette vague d'assassinats de prêtres et pour que ce dernier cas ne reste pas impuni comme les cinq précédents;
3. que, de plus, une protection soit assurée pour tous les prêtres et que devant tout conflit individuel qui se produirait, il en soit immédiatement référé à l'autorité ecclésiastique compétente;
4. enfin, un appel est lancé à toutes les forces vives de la patrie pour qu'avec l'aide du Divin Sauveur du monde, patron de la République, on oeuvre de façon à mettre un terme à cette vague de crimes qui ensanglante notre bien-aimée patrie salvadorienne.

## 3- LETTRE DU CLERGE NATIONAL AUX AUTORITES DU PAYS (11 août 1979)

LES PRETRES ET LES RELIGIEUSES DE L'ENSEMBLE DU PAYS  
 AUX POUVOIRS PUBLICS,  
 AUX POUVOIRS LEGISLATIF, EXECUTIF ET JUDICIAIRE,  
 AUX FORCES ARMEES,  
 AUX DETENTEURS DU POUVOIR ECONOMIQUE

Nous sommes deux cent quarante-huit prêtres séculiers, religieux et religieuses qui représentons la majorité des prêtres et des religieuses du pays. Des prêtres des diocèses de San Miguel, Santiago de Maria, San Vicente, San Salvador et Santa Ana; des religieux et religieuses de pratiquement tous les ordres et congrégations qui font un travail apostolique en El Salvador. Nous nous sommes réunis dans l'église San José de la Montana car les salles du séminaire étaient trop petites, afin de réfléchir ensemble, à l'occasion de l'assassinat du P. Alirio Napoleon Macias, sur celui des six prêtres tombés depuis l'élection (?) de l'actuel président de la République.

Notre réflexion avait comme point de départ l'assassinat sauvage et sacrilège du P. Macias le samedi 4 août à San Esteban Catarina. Le prêtre a été tué par balles près du maître-autel de son église. Ainsi que l'a déclaré son évêque, Mgr Aparicio, il a été tué "*par trois assassins connus de vue par un certain nombre d'habitants de la localité*". Tout en refusant de nous substituer au pouvoir judiciaire, nous tenons cependant à faire état de l'accusation qui court parmi les habitants de la localité, accusation selon laquelle les forces de sécurité ne seraient pas étrangères à ce crime. Le témoignage de la victime elle-même quand elle a vu entrer les assassins dans l'église, et celui de plusieurs témoins pourchassés et "disparus" rendent crédible cette accusation; elle tombera d'elle-même si l'on capture et juge les criminels, ainsi que l'ont demandé les évêques de Santa Ana, San Salvador, San Miguel et Santiago de Maria à l'égal de l'évêque de San Vicente. Le retrait des deux délégués de la conférence épiscopale au forum national n'est pas sans rapport avec ce point: pourquoi se retireraient-ils du forum si le gouvernement, organisateur de la rencontre, n'était pas impliqué à quelque degré dans la mort du P. Macias?

C'est un assassinat tellement injuste, à l'évidence, tellement gratuit, qu'il a provoqué la protestation conjointe de nos évêques et même fait l'objet de la condamnation de l'ambassadeur des Etats-Unis. Il a également occasionné notre réunion massive de prêtres et de religieuses. On peut dire que c'est toute l'Eglise d'El Salvador qui se sent outragée, menacée et persécutée. Les fausses explications ne tiennent plus. On ne peut plus dire qu'il ne s'agit que d'une minorité, que d'une partie de l'Eglise, insignifiante à la lumière de l'évangile et comparée à la parole des évêques.

Au nom de cette Eglise nous nous adressons à ceux qui détiennent un tel pouvoir en El Salvador, pour leur exposer notre point de vue ainsi que nos protestations et nos revendications. En dernier ressort les pouvoirs publics et économiques sont les responsables de ce qui se passe en El Salvador.

Avec le P. Macias cela fait six prêtres assassinés depuis le 12 mars 1977. En plus de ces prêtres assassinés, plusieurs autres sont menacés de mort actuellement; onze ont été contraints de quitter le pays suite aux menaces reçues; dix-sept ont été expulsés par le gouvernement ou empêchés de rentrer au pays. Mais ils sont plus nombreux les catéchistes, les délégués de la Parole (1), les membres des communautés ecclésiales de base et les collaborateurs de la pastorale à avoir été assassinés, emprisonnés, torturés et disparus. Les pouvoirs publics savent mieux que nous quel est leur nombre et dans quelle situation ils se trouvent. A l'évidence, il s'agit là d'une persécution continue, cruelle et systématique contre l'Eglise. Il apparaît clairement que la persécution est planifiée.

Mais cette persécution n'est qu'une petite partie d'une répression bien plus vaste qui a été déclenchée avec férocité contre le peuple d'El Salvador. Pour les premiers six mois de l'année il y a eu pour le moins quatre cent six assassinats et trois cent sept arrestations (cf. DIAL D 554). L'Eglise est persécutée parce qu'elle s'est déclarée en faveur des gens injustement dépossédés et qui combattent pour que règne en El Salvador un ordre plus juste, un ordre plus humain, dans lequel il n'y ait plus d'exploitation de l'homme par l'homme. Nous n'approuvons pas toutes les formes de lutte et de violence dans cet effort de libération; nous condamnons toute forme de violence injuste. Mais nous ne nous laissons pas abuser par les détenteurs du pouvoir qui cherchent à justifier leurs agissements en prétextant la subversion, le terrorisme et le communisme international.

Les prêtres assassinés ne l'ont pas été parce qu'ils seraient des subversifs ou des communistes. Nous, leurs compagnons, le savons bien; leurs paroissiens le savent bien. Et de très nombreux paysans, syndicalistes, enseignants et étudiants assassinés ne l'ont pas été parce qu'ils seraient des subversifs, des communistes ou des terroristes. Comme le disait très bien Mgr Aparicio, le 10 juin 1974, dans l'exercice de son devoir sacré de pasteur à Chinamequita, au milieu de son troupeau dispersé et brutalement réduit à la misère, "sur ordre supérieur" ainsi que le déclaraient les autorités locales:

*"Prêcher les droits de l'homme, apprendre aux paysans à lire et à écrire; leur expliquer leurs droits de citoyens et leurs obligations envers la patrie et envers leurs semblables; leur montrer ce qu'est le salaire minimum, combien on doit les payer; leur enseigner à se dépasser, à vivre dans la dignité, à se nourrir, à s'habiller et à éduquer leurs enfants; leur dire comment améliorer la terre et s'unir pour s'entraider: faire cela, Messieurs les exploités et les bons vivants, ce n'est pas enseigner le communisme. C'est seulement libérer les paysans de l'exploitation par ceux qui, en raison de leur position ou de leurs relations, cherchent toujours la meilleure façon de tourner la loi".*

Et nous ajoutons aujourd'hui: proclamer le droit des paysans à s'organiser pour défendre leurs intérêts et pour promouvoir l'ordre qu'ils désirent; les aider à faire que ce droit

(1) Présidents des assemblées liturgiques sans prêtre.

devienne réalité; dénoncer les abus pratiqués par les représentants de l'autorité ou par les envoyés des détenteurs du pouvoir, ce n'est pas du communisme, ce n'est pas de la subversion. C'est tout simplement une obligation évangélique devant laquelle l'Eglise ne peut hésiter et ne va pas hésiter. Comme ne va pas non plus hésiter un peuple qui a, en partie grâce à l'Eglise, pris conscience de sa dignité et réalisé qu'il constitue la majorité de la population, de cette population à laquelle la Constitution attribue la souveraineté nationale. *"La paysannerie, disait Mgr Aparicio, n'est plus celle d'hier. Les moyens de communication sociale l'ont mise à jour et lui ont ouvert les yeux de façon à être attentive et à comprendre, avec l'aide de l'Écriture Sainte, Jérémie et Luc en particulier, leurs devoirs et leurs droits inaliénables"*. Les paysans ont appris à comprendre que la libération passe par eux ou n'existe pas.

Face à l'injustice instituée, face à la violence structurelle, la violence répressive ne sert pas à grand'chose. Ceux qui se dressent sont de plus en plus nombreux. Pour chaque paysan ou ouvrier abattu, des dizaines de nouveaux combattants surgissent. A chaque prêtre assassiné l'engagement de l'Eglise augmente. Ce n'est pas par la répression qu'on rendra la paix au pays. Il n'y a pour cela qu'un seul chemin: celui de la justice. C'est précisément le chemin que les pouvoirs publics ne veulent pas prendre.

Nous entendons parler de mesures destinées à sortir le pays du chaos: augmentations trop faibles des salaires, immédiatement suivies de la montée des prix; forum de dialogue national; promesses d'élections libres, etc. Tout cela ne sert à rien si le peuple n'y croit pas. Et le peuple ne peut pas y croire s'il constate chaque jour l'augmentation de la répression, la mort ou la disparition des meilleurs de ses fils, l'accroissement des difficultés de la vie quotidienne. Et si le peuple n'y croit pas, vaines sont les promesses et vaines les décisions des hommes politiques. Nous vous aurons avertis: le peuple n'y croit pas et n'y croira pas. L'Eglise non plus, que nous représentons, ne croit pas et ne croira pas aux paroles de libéralisation qui sont contredites par les rafales de mitraille.

Nous sommes nombreux à être au bord du désespoir politique. Et un peuple désespéré, dans les circonstances politiques actuelles de la région, cela peut déboucher sur un bain de sang, sur une véritable guerre civile. Il faut trouver une issue valable à ce désespoir. Mais les pouvoirs publics n'en offrent aucune. Si on n'en propose pas et qu'au contraire on continue de violer les principes les plus fondamentaux de la Constitution, il se peut alors que le peuple, s'appuyant sur cette même Constitution, se lance dans des voies insoupçonnées.

Nous sommes pleinement conscients de la gravité de la situation. Nous la vivons dans notre propre chair. Aussi, dans l'accomplissement de notre mission, nous exigeons des pouvoirs publics qu'ils mettent immédiatement fin à la répression, aux assassinats, aux disparitions, à toutes ces manières illégales et injustes de faire taire les protestations populaires. Nous exigeons en particulier que cessent les actions de répression, de délation et de terreur des opérations militaires; que soit dissoute l'organisation paramilitaire ORDEN, ainsi que le réclame l'Organisation des Etats américains (1); et que cessent dans les villes l'activité meurtrière de l'Union guerrière blanche et des groupes terroristes semblables. Nous sommes convaincus que les pouvoirs publics peuvent, ainsi qu'ils l'ont démontré antérieurement, arrêter les meurtres commis par les terroristes de droite. L'assassinat du P. Macias est l'occasion, pour les pouvoirs publics, de condamner les assassins, et cela d'autant plus s'ils sont en lien avec les forces de sécurité. Si les pouvoirs publics ne le font pas, ils seront doublement coupables et responsables de la spirale de violence dans laquelle El Salvador est plongé tous les jours un peu plus.

Nous tenons à rappeler en particulier aux Forces armées l'obligation qui est la leur, en vertu du mandat constitutionnel, de faire respecter la loi et de garantir les droits constitutionnels. Aujourd'hui la loi n'est pas respectée et les droits constitutionnels des Salvadoriens ne sont pas respectés.

(1) Cf. DIAL D 530

EL SALVADOR: SIX MOIS DE VIOLENCE

L'augmentation de la violence politique dans le pays est un fait évident (cf. DIAL D 541). Les statistiques ci-dessous, dans leur froideur, en donnent une idée. Elles ont été élaborées par le bureau d'information du diocèse de San Salvador. Elles portent sur le seul premier semestre 1979.

1.- Disparus: 44 (pour un total de 154 dont 2 en 1973, 19 en 1975, 27 en 1976, 39 en 1977, 23 en 1978)

2.- Assassinés pour motif politique

a) victimes:		b) exécutants:	
guérilleros	12	forces armées	6
paysans	107	Garde nationale	73
ouvriers	61	Police nationale	31
prêtres	2	S.I.C.	4
enseignants	26	Police rurale	5
étudiants	44	Police municipale	7
techniciens	6	veilleurs de nuit	4
personnes non identifiées	79	ORDEN	8
profession non identifiée	69	Corps combinés	38
		Union Guerrière Blanche (HGB)	28
		non identifiés	202
<b>Total</b>	<b>406</b>	<b>Total:</b>	<b>406</b>

3.- Arrêtés pour motif politique

paysans	129
ouvriers	49
prêtres	2
enseignants	14
étudiants	26
techniciens	2
non identifiés	85
<b>Total</b>	<b>307</b>

4.- Réaction populaire

a) victimes:		b) exécutants:	
membres des Forces armées	4	forces populaires de libération	48
garde nationale	7	forces armées de la résistance nationale	2
police nationale	28	armée révolutionnaire du peuple (ERP)	21
police rurale	3	Bloc populaire révolutionnaire	2
police municipale	1	FAPU	2
veilleurs de nuit	5	non identifiés	10
membres de ORDEN	17		
membres du Parti de conciliat. nat.	5	<b>Total</b>	<b>85</b>
fonctionnaires	7		
membres du gouvernement	1		
diplomates	1		
techniciens	3		
chefs du personnel	2		
industriels	1		
<b>Total</b>	<b>85</b>		

(Source: DIAL, # 554, 20 septembre 1979)